

peut développer un pays, quand on insiste pour favoriser l'exploitation des matières premières dans ce pays et, qu'à cette fin, on accorde des avantages fiscaux substantiels? A l'heure actuelle, nous avons à envisager une situation très grave. Les États-Unis ont imposé une surtaxe de 10 p. 100. La menace de protectionnisme s'accroît dans ce pays. Tout ce que les Américains veulent laisser entrer chez eux qui soit exempt de cette surtaxe et des autres mesures protectionnistes, ce sont les matières premières, peut-être parce qu'ils sont sur le point d'en manquer ou que celles-ci leur coûtent trop cher ailleurs. Nous laissons tarir nos ressources et par nos mesures fiscales nous encourageons ce tarissement. Ce n'est pas une politique nationale, c'est un suicide national. Je ne connais pas beaucoup de pays industrialisés qui appliqueraient une politique de développement de ce genre.

Des voix se sont fait entendre et heureusement, une en particulier, celle du député de Duvernay (M. Kierans) qui, de l'autre côté de la Chambre a parlé avec beaucoup de sagacité. Dans tout le pays, on accorde énormément d'attention à ses propos. Je dirais jalousement qu'on les a accueillis peut-être avec plus d'attention que ceux de certains de mes collègues. Mais il n'est pas en suspicion; il ne fait pas partie de l'opposition. C'est un député ministériel et, pour autant qu'on puisse le constater, un membre loyal de son parti. Ses critiques, par conséquent, sont plus frappantes et plus acceptables quand il fait le procès de l'exportation des matières premières et des avantages qu'accorde notre régime fiscal à ces industries. Dans ses commentaires tant à la Chambre qu'ailleurs il a signalé que dans certains cas elles paient un impôt de moins de 10 p. 100 sur leurs gains, alors que l'industrie de fabrication paie pratiquement un impôt de 50 p. 100 sur les siens.

Ainsi dans notre pays tout conspire—le régime fiscal aussi bien que la politique du gouvernement—pour faire de nous quelque chose de légèrement supérieur à une colonie sous-développée, le serviteur d'un gigantesque État industriel qui manque à présent lui-même de ces matières premières et qui est actuellement en train de drainer les nôtres. Il est évident que du moment où l'on parle de modifications au régime fiscal, c'est là un état de choses que le gouvernement devrait changer sans délai afin d'abolir ces avantages et privilèges spéciaux accordés aux industries des matières premières.

C'est l'une des raisons pour lesquelles je n'hésite pas à souhaiter la mort de ce bill. Ce bill mérite de disparaître, car je préférerais de loin sa mort plutôt que d'avoir à enregistrer certains des effets néfastes qu'entraîne de façon continue ce genre de politique. Il s'agit d'une politique qui fait fi de l'avenir; vivons au jour le jour en épuisant nos ressources le plus rapidement possible; nous n'avons pas d'obligations à l'égard des générations à venir; épuisons ces ressources et quand elles auront toutes disparu il ne nous restera peut-être plus qu'à implorer à genoux une sorte d'inféodation sans histoire à tel ou tel pays.

Ce bill ne contient pour ainsi dire aucune disposition relative au plein emploi. En encourageant les industries extractives, il ne crée pas les emplois dont notre pays a besoin. Je sais que les industries extractives soutiennent qu'elles créent des emplois par répercussion sur les autres industries. Personne ne le conteste. Néanmoins, nous estimons qu'il y a des moyens infiniment meilleurs de

créer de nouveaux emplois que d'encourager les industries extractives.

J'ai vu quelques chiffres qui indiquent que la société Iron Ore of Canada crée un emploi chaque fois qu'elle augmente son capital de 900,000 dollars. Lorsque l'on considère que le nombre des nouveaux venus dans la population active est chaque année de 400,000 personnes, en plus du chômage de 6½ p. 100, où pourrions-nous trouver suffisamment de capitaux pour permettre à ces industries de créer les emplois nécessaires? C'est impossible. Nous n'avons plus qu'à espérer que nous pourrions développer les industries de transformation, ainsi que les autres, pour obtenir l'équilibre qui nous permettra de créer les emplois dont le pays a besoin.

Notre société a connu une époque où les gens ne se souciaient pas tant de l'atmosphère ou de questions telles que les transports publics, la surpopulation des villes, la santé ou l'éducation, et où la seule chose qui comptait, c'était la croissance illimitée. Je suis heureux de constater aujourd'hui une tendance très nette, parmi les Canadiens, à perdre leur passion de jadis pour la croissance en soi. Ils veulent un peu plus de qualité dans leur vie et dans leur société. Ils veulent accorder plus d'importance à certaines choses qu'à d'autres.

Comment alors répondre à ce sentiment croissant dans notre société si nous avons un régime fiscal qui favorise toujours les dépenses privées plutôt que d'encourager les gens à investir dans les projets publics en achetant des obligations du gouvernement? Comment parviendrons-nous à aménager les réseaux de transport dont nous parlons ou les parcs que nous voulons ou à améliorer nos services hospitaliers ou la recherche médicale, si tout doit aller au secteur privé, car celui-ci, peu importe sa valeur et peu importe l'utilité de certains de ses produits, ne fournit pas certaines des choses, qui, à mon sens, sont parmi les plus essentielles d'une société civilisée. La réponse est évidente. Nous voulons y parvenir et ils nous faudra une réforme fiscale authentique pour réaliser certains de ces objectifs.

• (9.30 p.m.)

Par conséquent, ce bill sur l'impôt, tant attendu, nous déçoit. On s'est donné beaucoup de mal pour rien. C'est quand même malheureux de se dire qu'il va falloir l'abandonner et tout recommencer, tout ça parce qu'on l'a complètement dénaturé. Voilà où nous en sommes; on a perdu neuf années à essayer de mettre au point une réforme fiscale, et il va falloir tout recommencer. Ou, pour le moins rédiger un nouveau texte législatif qui reflète un peu ce que nous ont appris ces recherches. Notre pays en a terriblement besoin.

**M. l'Orateur suppléant (M. Laniel):** Peut-on mettre la question au voix?

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Dois-je comprendre, monsieur l'Orateur, que vous êtes sur le point de mettre la question aux voix? J'ai quelques paroles profondes à ajouter, au sujet de cette motion. Je regrette de n'avoir pas assisté à tout le débat, mais j'aurais pensé qu'étant donné l'importance capitale de la modification proposée par le député d'Edmonton-Ouest (M. Lambert), un ministre au moins aurait pris la parole pour défendre les actions passées du gouvernement et pour dire si le parti comptait ou non appuyer la modification proposée.

**L'hon. M. Lambert:** Leur a-t-on passé la muselière?